

## "Les jeunes cherchent du commun, pas à être reclus" : les étudiants révoltés par l'indifférence du gouvernement

Isolés dans leur chambre, coincés entre leur écran d'ordinateur et leur plaque de cuisson, les étudiants ont décidé de se faire entendre. Reportage à Lyon, ville marquée par deux tentatives de suicides.



"Des miettes !".

C'est la première réaction de Craig, lorsque l'on évoque les annonces du gouvernement fin janvier censées venir en aide aux étudiants.

"On a des étudiants qui se tuent !" alerte le Lyonnais qui anime le comité de lutte Lyon 2-Bron, une organisation syndicale étudiante.

Les deux tentatives de suicide d'étudiants dans cette ville ont marqué celles et ceux qui marchent, ce 26 janvier, à l'appel des personnels de l'Éducation nationale.

Une aide exceptionnelle de 150 euros a bien été accordée par le gouvernement depuis le premier confinement, mais de nombreux étudiants y ont renoncé du fait des conditions d'obtention strictes – un jeune de moins de 25 ans sur quatre a renoncé à bénéficier des différents dispositifs d'aide, du fait de la complexité administrative<sup>1</sup>.

"Une centaine d'euros, ça reste insuffisant pour payer les vivres, le loyer, etc."

Certains sont rentrés chez leurs parents.

"Pour celles et ceux qui sont restés, les bourses sont insuffisantes depuis des années. Elles obligent la plupart des bénéficiaires à travailler alors même qu'avec le Covid, il y a eu beaucoup de pertes d'emplois", raconte Craig.

Avant l'épidémie, la moitié des étudiants travaillaient pour financer leurs études, et compléter leur maigre budget (681 euros en moyenne selon l'Observatoire de la vie étudiante). Or, un tiers d'entre-eux ont perdu leur travail après le premier confinement, soit une baisse mensuelle de revenus de 274 eu-

<sup>1</sup> Le gouvernement avait annoncé suite au confinement du mois de novembre 2020, qu'il renforcerait les aides apportées aux jeunes, notamment une aide exceptionnelle de solidarité de 150 euros mensuels accordée aux étudiants boursiers et bénéficiaires de l'APL qui devait être étendue à 45 000 autres jeunes de moins de 25 ans. Selon le rapport de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale publié en décembre 2020, 23 % des jeunes déclarent ne pas avoir bénéficié de dispositifs, allocations, droits, aides ou tarifs sociaux auxquels ils ont droit, en raison notamment de la complexité administrative. Source

ros en moyenne<sup>2</sup>. Les 20 000 jobs étudiants créés par le gouvernement fin novembre, via les Crous, pour "venir en soutien aux étudiants décrocheurs", sont à temps très partiel – dix heures par semaine – et ne pallient pas les difficultés économiques. Et alors qu'un étudiant sur cinq vivait déjà en dessous du seuil de pauvreté avant l'épidémie. Malgré ces données alarmantes, le ministre de l'Économie et des Finances, Bruno Le Maire, a confirmé le 15 janvier que le RSA ne serait pas étendu aux 18-25 ans.

"On n'a aucun filet de sécurité, beaucoup d'étudiants n'ont plus de source de revenu", souligne Clément, étudiant en 3<sup>ème</sup> année en droit et sciences po. "Il faut revoir la protection des jeunes dans son ensemble."

L'indifférence gouvernementale depuis des mois a fait réagir. D'abord sur les réseaux sociaux avec des hashtags comme #EtudiantsFantômes ou #GénérationCovid, désormais dans la rue.

► Lire à ce sujet : [Un salaire étudiant pour "refuser que les études supérieures soient fermées à certains groupes sociaux"](#)

## Un jeune sur six a arrêté ses études

"Il y a eu une aggravation entre les deux confinements", estime Craig.

Il pointe le manque d'accueil et de soutien psychologique, sur fond de "pressions administratives émanant notamment du Crous". Face aux loyers impayés, les étudiants concernés auraient bénéficié uniquement de relances internet...

"On demande des exonérations de loyers mais on a eu pour seule réponse la répression policière. Les lignes pour les psychologues sont constamment saturées. Les rendez-vous avec les assistants d'orientation sont accordés dans plusieurs mois."



Si un peu plus de la moitié des étudiants interrogés ont quitté leur logement principal pour se rendre chez leurs parents, 47 % ont dû rester dans leurs logements, dont nombre d'étudiants étrangers et précaires<sup>3</sup>. Les problèmes de connexion, les différences entre boursiers et non boursiers en termes d'équipements de travail, viennent s'ajouter à la précarité financière et contribuent au décrochage scolaire. Un jeune sur six a arrêté ses études selon le rapport de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale publié en décembre 2020 sur les effets de la crise du covid-19 sur les enfants et la jeunesse.

"Avoir un minimum de présentiel pour tenir" fait partie des attentes de Quentin, en deuxième année, qui se sent très isolé.

Comme des dizaines de milliers d'autres, il n'est pas retourné en cours à l'université depuis novembre. Fin janvier, le gouvernement a ainsi proposé le retour d'une journée par semaine en présentiel, avec une jauge maximale de 20 % des effectifs. Mais dès le lendemain de l'annonce, c'est la douche froide.

<sup>2</sup> Voir [Le Monde](#).

<sup>3</sup> Source : [enquête de l'équipe de chercheurs du laboratoire IREDU \(Université de Bourgogne\), juin 2020](#)

*"On a reçu un message de la fac nous disant que cette jauge allait être compliquée à mettre en place, que ça générerait des soucis d'organisation", témoigne Quentin.*

Aucune date n'a été donnée pour cette rentrée en présentiel.

*"Je suis plutôt un bon élève mais là j'ai du mal à trouver du sens à ce que je fais. Même après le Covid, il y aura le chômage. Même diplômés, on sera en situation de précarité", confie Clément.*

Le chômage des jeunes de moins de 25 ans a augmenté de 20 % entre février et juillet 2020 selon Pôle emploi. Or, chaque année, 700 000 jeunes débarquent sur le marché du travail.

*"Les centaines de milliers de jeunes qui ont été diplômés en mai 2020 vont avoir une vie moins bonne que les autres", prédit l'économiste Gilles Raveaud, sur le plateau du Média TV.*

Pour éviter qu'une bonne partie d'entre eux rejoigne les 600 000 jeunes déjà au chômage en France, des primes exceptionnelles ont été octroyées aux entreprises pour soutenir l'embauche des jeunes. Le nombre d'apprentis a ainsi battu un nouveau record cette année avec près de 420 000 contrats signés.

## Des pensées suicidaires chez un étudiant sur dix

Un étudiant sur dix a pensé au suicide en 2020. C'est l'une des données marquantes du rapport de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale. Un étudiant sur quatre déclare avoir un haut niveau d'anxiété et 16 % souffrent d'une dépression sévère. Avec le deuxième confinement, plus de la moitié sont inquiets pour leur santé mentale dans un contexte où les services de santé universitaire disent être saturés. Le rapport déplore qu'il n'y ait seulement qu'un psychologue universitaire pour 30 000 étudiants ou un médecin de santé universitaire pour 15 000 étudiants.



La ministre de l'Enseignement supérieur a annoncé doubler les capacités d'accompagnement psychologique des étudiants, et créer 60 postes d'assistantes sociales qui leur seront dédiés.

*"Les recommandations internationales optent pour 1 psychologue pour 1500 étudiant-e-s. C'est plutôt d'un investissement massif dans les services de santé universitaire dont nous aurions besoin" réagit Solidaires Étudiants.*

Le gouvernement a aussi annoncé la création du "chèque psy" à partir du 1er février 2021 pour permettre aux étudiants en détresse psychologique de consulter un psychologue et de suivre des soins.

*"Proposer un accompagnement psy sans régler les difficultés matérielles et financières des étudiant-e-s, c'est mettre un pansement sur une jambe de bois", estime le syndicat.*

L'un des initiateurs du collectif *Étudiants fantômes* souligne que

*"le chèque psy censé aider les étudiants à consulter plus facilement un psychologue s'avère en fait être un parcours du combattant complètement insensé."*

Pour en bénéficier, il faut se rendre chez un médecin généraliste chargé, à l'issue du rendez-vous, de déterminer le suivi adapté pour l'étudiant.

*"À aucun moment un médecin généraliste n'est apte à effectuer un tel diagnostic, encore moins en une séance" déplore t-il.*

Avant la crise sanitaire, 30 % des étudiants interrogés déclaraient avoir déjà renoncé à aller voir un médecin.

**"Les jeunes cherchent du commun, pas d'être reclus en permanence"**

L'alimentation est aussi un sujet problématique. Un étudiant sur cinq déclare avoir beaucoup moins bien mangé lors du premier confinement.

*"Les suicides ça a été une onde de choc. Tout comme les images de banque alimentaires" confirme Clément. "La précarité est exacerbée par le Covid mais elle était bien antérieure."*

► Notre précédent article : **[Le geste désespéré d'un étudiant, poussé à bout par la précarité, fait trembler l'université](#)**

Depuis le 25 janvier, tous les étudiants, boursiers ou non, peuvent bénéficier de deux repas par jour à emporter, à 1 euro chacun contre 3,30 euros auparavant, dans les restaurants et cafétérias des Crous. Le lendemain de l'annonce, Frédérique Vidal annonçait que près de 20 000 étudiants non boursiers et 28 000 étudiants boursiers s'étaient déplacés pour bénéficier de cette mesure. Selon le ministère, 400 points de vente Crous ont été ouverts.

Quentin, qui habite à 30 minutes du Crous, confie n'avoir

*"pas eu le courage" de se rendre sur place. Ce qui l'aide en revanche, "c'est le collectif "génération covid" qui propose des sorties de sport en groupe".*

Innocent, étudiant en 3ème année, est l'un des initiateurs de ce collectif.

*"Je cours au parc et j'ai proposé à des étudiants, via les réseaux sociaux, de venir pour faire du sport en groupe. D'autres initiatives d'étudiants ont été lancées ensuite : il y a ceux qui ont proposé de jouer d'un instrument ensemble, d'autres de se retrouver pour cuisiner et discuter. Ça a fait des émules dans d'autres villes alors qu'il y a une vraie lacune de l'État pour aider la jeunesse."*

Dans la perspective d'une nouvelle mobilisation des étudiants le 4 février, les revendications ne manquent pas : droit de retour à la formation pour celles et ceux qui ont abandonné leurs études depuis mars dernier, hausse immédiate de l'ensemble des bourses, travaux de rénovation en matière d'aération et d'infrastructures dans les universités...

En attendant d'hypothétiques nouvelles mesures gouvernementales,

*"les jeunes cherchent du commun, pas d'être reclus en permanence", estime Corentin, du collectif Génération Covid. "On dit à notre génération qu'il faut que l'on fasse tout pour protéger nos aînés, et que nous, jeunes, on doit se taire et endurer. Mais là, ce n'est plus supportable : on fait face un gouvernement qui*

*donne de l'argent aux entreprises privées sans contrepartie, plutôt que de soutenir des infrastructures pérennes comme les hôpitaux publics et les universités."*

texte et photos : Sophie Chapelle

□ Les photos de ce reportage ont été réalisées lors de la manifestation à l'appel des personnels de l'Éducation nationale, le 26 janvier 2021 à Lyon.

© Sophie Chapelle / Basta !